



CIBLE

Appel

Trois cents économistes travaillant sur plusieurs continents ont lancé un appel aux gouvernements des États européens et les dirigeants des organismes de l'Union européenne. Parmi eux, James K. Galbraith, Jacques Sapir, Steve Keen, André Orléan, Gaël Giraud...

Ces universitaires affirment qu'après les mesures catastrophiques prises depuis 2010, la Grèce a besoin d'une nouvelle politique économique et sociale et que son gouvernement « a raison d'exiger une annulation de sa dette vis-à-vis des partenaires européens. Cette dette est insoutenable et ne sera jamais remboursée quoi qu'il advienne. Il n'y a donc pas de perte économique pour les autres pays et leurs contribuables. Au contraire, un nouveau départ pour la Grèce permettra de relancer l'activité, d'augmenter les revenus et de créer des emplois et bénéficiera ainsi aux pays voisins. »

Ils concluent que « les dirigeants européens doivent reconnaître le choix démocratique décisif effectué par le peuple grec dans des circonstances extrêmement difficiles, procéder à une évaluation réaliste de la situation et s'engager sans tarder sur la voie d'une négociation raisonnable. »

Nous souscrivons.

Siméon II

Un

destin

singulier

Économie

Or noir
soldé

p. 4

Syriza

L'épreuve
de force

p. 12

Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Appel

P 2 : Quartiers - De vrais projets

P 3 : Invocation - L'esprit d'un monde sans esprit

P 3 : Écho des blogs : Le désarroi des enseignants

P4 : Économie - Ornoirsoldé

P 5 : Nigéria : Le géant empêtré

P 5 : Brèves : Burundi, Philippines, Arabie saoudite, Grèce, Maroc

6/7 : Siméon de Bugarie - Le dur métier de roi

P 8 : « Irreal politik » - Les pièges de l'émotion

P 9 : Idées - Sur la virulence d'un certain débat contemporain

P 10 : Histoire - Quand la parole « fait la France »...

P 10 : Mythe ? - 1515

P 11 : Aux abonnés et lecteurs de Royaliste - Congrès de la NAR 2015 - Librairie

P 12 : Éditorial par Bertrand Renouvin

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Quartiers

De vrais projets

Pour faire suite, à l'article paru dans notre numéro 1071, voici la suite du diagnostic, et les propositions de notre ami Ahmed Imzil.

La politique de la ville a été mise en place dans les années 1980, après les graves incidents qu'avaient connu la banlieue lyonnaise. Il s'agissait alors de dégager des moyens spécifiques pour réaliser des projets en mettant ensemble des moyens financiers et des volontés bien décidées à agir. Suivant un découpage spécifique, en partie pertinent, on obtenait une différenciation positive des habitants et de leurs besoins. Il fallait agir dans le domaine du logement, de la vie économique, de l'éducation, de l'insertion mais aussi de la culture et du sport.

L'organisation de ces politiques visaient à mettre en commun les moyens de l'État mais aussi ceux des collectivités territoriales. Au fil du temps, et hélas trop rapidement, l'État a perdu la mainmise sur beaucoup de projets, au profit des élus locaux qui ont trop souvent une vision clientéliste de l'utilisation de leurs moyens. Ainsi, les grosses structures associatives ont fini par vampiriser les fonds tout en ne mettant jamais en place des projets vraiment utiles et réellement efficaces. Beaucoup de maires ont privilégié des associations qu'ils contrôlaient politiquement et financièrement, notamment les associations fortes au plan national ou les clubs sportifs. De politiques plus sociales ou privilégiant l'éducation et la culture, on n'entendit plus beaucoup parler.

On sait que le but premier des élus est de se maintenir. Contrôler le robinet à subven-

tions devient alors essentiel et dépasse toute autre considération, comme la pertinence des projets ou leur efficacité. Le PS a payé fort cher, lors des dernières municipales, une si courte vision. Les gros bataillons d'électeurs des quartiers censés être acquis se sont retournés et comme à Aulnay-sous-Bois ou à Angers, ont entraîné la chute des municipalités élues sans coup férir depuis des décennies. Ont-ils seulement appris de leurs défaites ?

Un rapport commandé à la sociologue Marie-Hélène Bacqué (1) a fait grand bruit en 2013, elle y dénonçait la désertification du tissu associatif au profit d'associations para-municipales qui à elles seules s'octroient jusqu'aux trois quarts des subventions, ne servent pas toujours à grand chose et partout entraînent le même repli sur soi et un phénomène galopant de ghettoïsation des quartiers. Les aides, même minimes, sont refusées à de petites structures bien implantées, utiles et qui permettent une vraie mixité en ouvrant des lieux de rencontres inter-culturels. La création des conseils citoyens par la loi a elle aussi été dévoyée, les maires choisissant leur membres sur les listes électorales, alors que ces structures auraient dû permettre à ceux qui vivent en France sans en avoir la nationalité, et souvent depuis longtemps, de faire entendre leur voix et d'être d'indispensables sources de propositions.

Il est possible de lutter contre les problèmes des quartiers en changeant de paradigme, en

priviliégiant l'aide à apporter à ceux qui connaissent bien les quartiers, leurs habitants, leurs problèmes mais aussi le formidable potentiel humain, économique et culturel qu'ils recèlent. Il faut mettre un frein au clientélisme, au gavage de structures inutiles mais puissantes. On peut aisément redéployer les moyens et vraiment tenter des politiques spécifiques, adaptées à chaque lieu et à chaque grand type de besoins.

Ne nous leurrions pas, la cécité des élus locaux a des conséquences, faisant monter le degré de violence alors que leur devoir est de le faire baisser. Des citoyens réagissent. L'AJAC (2) est de retour avec le même but : créer des passerelles entre les habitants des quartiers, ceux des centres-villes mais également ceux des milieux ruraux. L'expérience est tentée actuellement dans le Maine-et-Loire. Il s'agit d'être un creuset, de favoriser les projets locaux tant économiques, les banlieues en fourmillent, que culturels, notamment avec le théâtre ou d'autres formes d'expression.

La culture est essentielle, bien introduite elle crée du lien, de la compréhension et apaise les tensions. Ce type d'action, qui doit être relayé par la puissance publique, coûte peu en regard de son efficacité et l'ineptie du soutien public à de grosses structures qui, comme les élus, ne visent que leur maintien. Il faut revenir au terrain, à la proximité, à la réflexion, au concret plutôt que de laisser se concrétiser les **projets pharaoniques**, indécents parce qu'inutiles, de tant d'élus.

Ahmed IMZIL

(1) <http://www.lagazette-descommunes.com/176460/banlieues-le-rapport-bacque-mechmache-plaide-pour-la-participation-des-habitants/>

La sociologue, Marie-Hélène Bacqué, et le responsable du collectif AC Le Feu, Mohamed Mechmache, ont remis le 8 juillet 2013 à François Lamy, ministre délégué à la Ville, un rapport consacré à la participation des habitants dans les quartiers de la politique de la ville. (NDLR).

(2) AJAC (Association de la Jeunesse pour l'Action et la Culture).

L'esprit d'un monde sans esprit

Invoquer « l'esprit du 11 janvier » est devenu un rituel qui s'accompagne d'appels à l'unité nationale. Pourtant, les dirigeants socialistes continuent sur la même pente ultra-libérale.

La conférence de presse du 5 février avait été mise sous le signe de « l'esprit du 11 janvier » et François Hollande, regonflé par la hausse de sa cote, voulait se placer dans la continuité des grandes manifestations populaires qui ont suivi les attentats. Le commentaire médiatique est entré dans ce récit et, sur l'incontournable BFM TV comme dans la presse régionale, on ne tarissait pas d'éloges sur ce François Hollande qui avait revêtu les habits du président de la République. Comme cette prise de fonction se produit à mi-mandat, on se dit qu'il est d'autant plus tard que la campagne pour 2017 a déjà commencé : François Hollande risque de ne pas garder très longtemps son costume présidentiel.

On aurait tort de faire la mauvaise tête. Un petit moment de présidence est toujours bon à prendre et François Hollande est dans son rôle lorsqu'il tente une médiation dans la crise ukrainienne en espérant que la chancelière allemande sera de bonne compagnie. On aurait été heureux de le voir prendre des initiatives en faveur du gouvernement grec mais il reste collé au gouvernement allemand alors que la victoire de Syriza donne l'occasion inespérée de transformer radicalement l'Union européenne. Comme s'il ignorait que la France est une grande puissance, François Hollande a horreur de se porter à l'avant-garde pour bouleverser la partie engagée : il lui

faut toujours être accompagné, de près ou de loin, par Angela Merkel, Jean-Claude Juncker et autres guides généralement mal inspirés.

Sur la scène intérieure, c'est la même démarche pusillanime dictée par les arrangements médiocres et les comptes par-cimonieux. François Hollande invoque la cohésion nationale mais la loi Macron continue d'être débattue au Parlement alors qu'il s'agit d'une entreprise multiforme de régression sociale dictée par l'idéologie ultra-libérale : la lutte de classes, c'est toujours le patronat qui la mène. Il annonce des mesures pour l'enseignement et un développement du service civique alors que de telles décisions demandent un effort budgétaire très important qui est incompatible avec la politique d'austérité. Même chose pour l'Armée : on va ralentir les diminutions d'effectifs alors que la France a besoin de plus d'hommes et de plus de moyens pour protéger les Français et accomplir ses opérations extérieures. Le bruit des grandes annonces sur la laïcité, la restauration de l'autorité, le développement économique des territoires couvrent de froids arbitrages sous l'œil inquisiteur de Bercy.

Il s'agit, encore et toujours, de remporter la partie électorale aux moindres frais. L'esprit du 11 janvier a sombré dans le mégotage.

Annette DELRANCK

Le désarroi des enseignants

Après les « incidents » lors des minutes de silence observées en janvier, on a entendu maintes incantations ministérielles. Des philosophes et des enseignants ont réagi, très justement.

Sur France Inter, Marcel Gauchet (1) a souligné le désarroi des enseignants, dont personne ne s'occupe : *« Ils ne se sentent pas soutenus par leur administration, c'est à mon sens le problème majeur. Vous n'avez pas d'autorité en tant qu'enseignant, vous n'êtes que le représentant d'une institution. Si les gens qui pilotent cette institution ne vous appuient pas, vous n'avez aucune espèce de marge de manœuvre, sinon la force personnelle, et vous en disposez ou vous n'en disposez pas, elle n'est pas constante en plus, la motivation n'est pas quotidiennement la même. Il y a un grand découragement, dans le milieu enseignant, face à la difficulté de la tâche. »* Et d'ajouter : *« Je suis très frappé par beaucoup de discours que j'entends, sur la magie scolaire, comme si cette institution avait le pouvoir, à part tout le reste de la société, de créer les conditions pour que s'épanouisse un véritable esprit républicain ! Mais nous avons affaire à des jeunes qui n'ignorent pas que pour un grand nombre d'entre eux, ce qui les attend à la sortie de l'école, c'est le chômage ! Problème majeur. Nous avons affaire à une jeunesse sans perspective sociale. On peut difficilement attendre qu'ils aient une attitude enthousiaste et positive à l'égard d'une institution scolaire supposée les préparer à cet avenir. »*

Professeur de lettres à Saint-Denis, Fanny Capel publie sur le site de Marianne (2) une forte réplique aux propos de Najat Vallaud-Belkacem et souligne qu'aucune « valeur »

ne peut s'enraciner sur un socle d'ignorance. Or *« Tout se passe, comme si, face à l'ampleur des savoirs disponibles, l'Éducation nationale ne savait plus faire le tri. Les enseignants sont condamnés à zapper. Pire, sommés de se convertir à « l'école numérique », ils renvoient leurs élèves à la pêche sur Internet, sans avoir le temps de les former sérieusement à la recherche et à l'analyse des sources. »*

Régis Debray souligne quant à lui que *« nous avons une classe dirigeante qui a honte de sa langue et de son lieu de naissance : c'est ringard, franchouillard, moisi. Comment voulez-vous que les immigrés se sentent un attrait pour ce qui rebute nos gens du bon ton ? Le vrai problème, ce n'est pas la présence musulmane, du reste aussi éclatée et diverse que le monde chrétien de souche. C'est notre incapacité à nous faire aimer des nouveaux venus. C'est plus un problème franco-français qu'un problème franco-musulman. »*

L'oligarchie qui détruit la res publica peut-elle commander qu'on enseigne la République et faire aimer la France ?

Jacques BLANGY

(1) <http://blog.francetvinfo.fr/l-institut-humeurs/2015/01/18/comment-fait-on-penetrer-l-esprit-republicain-dans-lecole.html>

(2) www.marianne.net/agoraecole-aucune-valeur-peut-enraciner-sur-socle-ignorance

(3) <http://bibliobs.nouvelobs.com/actualites/20150116.OBS0122/regis-debray-le-desert-des-valeurs-fait-sortir-les-couteaux.html>

Or noir soldé

Le prix du pétrole a fortement chuté depuis juillet 2014 : de 107 dollars le baril, il est passé à 50, accusé une baisse de plus de 50 % en six mois. Du complot géopolitique aux simples fluctuations du marché, les interprétations se multiplient mais les faits ne peuvent être niés.

L'offre a nettement augmenté alors que la demande, elle, continue à baisser. Dernièrement de nouveaux pays producteurs sont arrivés sur le marché (Brésil) d'autres ont augmenté leur capacité de production par le développement de nouvelles techniques d'extraction (États-Unis) et tout cela alors que des pays (Russie et Irak) qui exportaient déjà une quantité importante de pétrole ont décidé d'en vendre plus. En décembre, plus de 10 millions de barils arrivaient quotidiennement en excédent sur le marché. Tout cela alors que la tendance mondiale vise à baisser la consommation de pétrole par l'exploitation d'énergies plus respectueuses de l'environnement. Jusque là l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) régulait les prix en augmentant ou diminuant le nombre de barils qu'ils exportaient. Ce n'est plus le cas.

En Europe Occidentale, comme en Chine ou en Inde, nous sommes les grands gagnants. Nous sommes de grands consommateurs et faire des économies sur l'énergie nous permet d'investir ailleurs. Aux États-Unis, le bilan est plus mitigé. Autant consommateur que producteur, le seul intérêt est sans doute de pouvoir augmenter la croissance. Goldman Sachs estime ainsi que la croissance américaine pourra être dopée de 0,5 % grâce au faible coût du baril. L'Arabie saoudite, grand exportateur voit ses recettes diminuer nettement mais elle peut se le permettre.

En effet, extraire le pétrole coûte seulement une poignée de dollars au royaume wahhabite alors que le prix de l'extraction par *fracking* (1) pour le pétrole texan ou l'exploitation de gisements brésiliens situés dans les profondeurs sous-marines nécessitent un baril à minimum 60 dollars pour être rentables. C'est la raison pour laquelle les cartels du golfe Persique ont toujours pu garder la maîtrise du cours de l'or noir. Les États-Unis ne craignent pas un pétrole bon marché pour le moment, mais si la situation devait durer encore plusieurs mois, voir plusieurs années, cela pourrait les mettre en difficulté. Il paraît plus probable que ce soit en fait, une stratégie économique destinée à déstabiliser la concurrence.

Ces États, pour qui il est très coûteux d'extraire le pétrole, doivent continuer à rembourser les dettes contractées en vue de l'exploitation des gisements et cela peu importe le prix du baril. Ils ne peuvent pas se permettre de garder en réserve leurs productions dans l'attente d'une éventuelle montée des prix. L'Irak est en grande difficulté. La guerre menée contre l'État Islamique est coûteuse et leur économie repose essentiellement sur l'exportation de cette matière première. Autres pays en situation délicate, il s'agit de l'Iran et de la Russie qui subissent une chute préoc-

cupante de leurs revenus. En ce sens, le pétrole bon marché favorise la position américaine mais rien ne dit que cela sera d'une quelconque incidence sur les choix de ces pays.

Le Venezuela est le plus mal en point. Le président Chavez a financé sa révolution socialiste avec l'argent des réserves de pétrole qui sont les plus importantes au monde. Chavez est mort, c'est son successeur, Nicolás Maduro qui subit les excès passés. Le pétrole bon marché met le président dans une position délicate. Il rejette la faute sur l'Ouest qui mènerait une guerre économique contre le Venezuela.

La révolution a échoué, elle a marqué le pays et ses habitants de manière dramatique et il est aujourd'hui impossible pour le Venezuela de vivre uniquement sur ses réserves de pétrole. Le peuple gronde. La chute du cours n'a fait qu'accélérer l'inévitable. Le président Maduro rentre juste d'une visite des pays de l'OPEP destinée à persuader les dirigeants du cartel à augmenter les prix et chercher des financements. Les économistes pensent que le pays sera probablement en faillite d'ici la fin de l'année.

Les grandes entreprises comme Total sont également touchées. Patrick Pouyanné, le successeur de Christophe de Margerie annonce qu'aucun

emploi en France n'est menacé. Il fera des coupes budgétaires afin d'équilibrer les pertes mais il ne licenciera pas. Il prévoit avant toutes choses de diminuer de 30 % ses dépenses d'exploration. Cela n'empêchera pas de mettre en place de vastes projets.

Ainsi, la Russie doit devenir le premier pays producteur d'ici 2 ans et exporter 300 000 barils par jour pour le compte de la société française.

Le faible prix du baril atteint non seulement les États, les sociétés pétrolières mais aussi des tiers qui dépendent indirectement de son cours. Au Texas, par exemple, le boom du pétrole a entraîné un boom immobilier. Des foyers aux revenus importants se sont installés dans la région. C'est ainsi que la ville de Midland avait le revenu par tête le plus élevé des États-Unis en 2013. C'était un endroit idéal pour construire des piscines et vendre de gros camping-cars tout équipés. Les emplois sont donc menacés si les exploitations cessent d'être rentables. L'Université du Texas dont les dotations s'élèvent à plus de 20 milliards de dollars risque de voir les dons diminuer, de même que ses ressources liées aux sous-sols pétrolifères dont elle est propriétaire.

Le scandale brésilien de Petrobras, quant à lui, est encore accentué par les mauvais résultats que la société annonce à cause de la chute du cours du pétrole. En effet, l'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff en 2011 et de son gouvernement a entraîné la mise en place d'un vaste réseau de corruption, impliquant les plus hauts responsables de l'État. Le modèle s'effrite.

Il faut enfin espérer que le faible coût de cette matière première ne freinera pas les recherches en vue d'énergies plus propres et plus respectueuses de l'environnement.

Yvonne RICHTHOFEN

(1) fracturation hydraulique



Le géant empêtré

Un Africain sur cinq est Nigérian.

Géant démographique et première économie d'Afrique, le Nigéria est un nain politique et son président un adepte du « pouvoir faible ».

Tout le monde s'impatiente de l'inaction du président nigérian, Goodluck Jonathan, de sa passivité, de sa faiblesse. Aux élections présidentielles du 14 février prochain, on lui opposera le même adversaire qu'en 2011, le modèle de l'homme fort, le parangon de l'autoritarisme, le champion de la lutte contre « l'indiscipline », le général Muhammadu Buhari, qui fut chef d'État brièvement en 1984/1985 entre deux coups d'État. Éternel candidat de l'opposition, déjà en 2003 et 2007, en 2011 il ne recueillit que 12 millions de voix contre 22,5 à Jonathan. S'il renversait la tendance cette fois, ce serait le plus grand événement politique africain de l'année.

Le président sortant est en chute dans les sondages car il a laissé pourrir la situation au Nord-Est du pays livré au mouvement islamiste Boko Haram. Jonathan est un homme du sud, un modeste universitaire qui n'a dû son ascension politique qu'à l'invalidation ou à la mort d'abord du gouverneur du delta du Niger, puis du président Umaru Yar'Adoua élu en 2007. À chaque fois, il était le numéro deux, vice-gouverneur, vice-président, un inconnu, un figurant auquel on ne donnait aucun crédit, mais qui est arrivé au sommet par la division des grands chefs. À cette époque, cela paraissait une bonne idée de le choisir car le conflit le plus grave était celui de la contestation des populations du delta du Niger riche en pétrole. On n'en entend moins parler aujourd'hui car la question a

été partiellement résolue mais surtout parce que l'attention est désormais concentrée à l'autre extrémité du pays sur le pourtour du lac Tchad. Là Jonathan est totalement démuni alors que le général Buhari, qui a été le gouverneur militaire de ces régions en 1975/76 et en repoussa encore en 1983 les forces tchadiennes qui y avaient fait incursion (l'histoire se répète, mais nous étions alors au temps de la guerre entre le Tchad et la Libye où la France s'était interposée), lui, connaît. Originaire de la frontière avec le Niger, il connaît bien son Nord musulman, ses émirs, la charia. Il a échappé à un grave attentat de Boko Haram en juillet dernier. Donc il peut remettre de l'ordre, à la condition que la majorité des électeurs nigériens le souhaite.

Or cela ne semble pas être le cas. D'abord parce que le sud chrétien se méfie des concessions qu'il pourrait être amené à faire pour ramener l'ordre. Ensuite parce que la majorité ne veut pas d'un retour même déguisé à un régime sinon militaire du moins répressif et contraire aux droits de l'homme que le Nigéria a connu pendant trois décennies (Wole Soyinka, prix Nobel 1986, a commis en 2007 une pièce sur « *les crimes de Buhari* »). Enfin parce que circonscrit aux trois pauvres États isolés du Nord-Est (sur 36 États que compte la Fédération), où vivent moins de dix millions d'habitants sur 180, le Nigéria peut se permettre de vivre avec le fléau. Depuis le traumatisme du Biafra, le risque de sécession est comme

exorcisé. La perspective d'une restauration de l'ancien émirat du Bornou, indépendant du reste du Nigéria jusqu'en 1900, inquiète plus l'autre rive du lac Tchad qui en faisait historiquement partie que les habitants de Lagos, à 1 500 kms de là (Ndjamena n'est, elle, qu'à cinquante km du cœur du problème).

Lagos, qui compte près de quinze millions d'habitants donc plus que ces régions excentrées, arides et sans pétrole, est le cœur économique et culturel du continent tout entier, reléguant tous ses concurrents du Caire au Cap, d'Alger à Kinshasa. Les téléfilms de Nollywood, (1) les rythmes de Fela Kuti et de ses héritiers, la littérature de la jeune génération qui a succédé aux Soyinka et Achebe, sont hégémoniques en Afrique, qu'elle soit anglophone à l'Est et au Sud ou francophone à l'Ouest que le Nigéria écrase. Ce n'est pas Boko Haram qui va changer ni même ralentir ce foisonnement d'idées et cette débauche de moyens. Le Nigéria, qui serait en 2050 le troisième pays le plus peuplé au monde après l'Inde et la Chine, s'est déjà affirmé loin devant l'Afrique du Sud comme le porte-parole et le défenseur de l'identité noire africaine à travers le monde. Hyper nationaliste, il ne laissera personne faire le ménage à sa place chez lui. Comme le disait il y a longtemps un diplomate nigérian, il faut être Nigérian pour comprendre le Nigéria.

Yves LA MARCK

(1) Nom donné à l'industrie cinématographique du Nigéria.

Burundi

Le 23 janvier : Le tribunal de police de Genève a acquitté Madame **Colette Berete Uwimana** (fille de l'ex-femme du roi), 65 ans, qui avait autorisé l'exhumation de la dépouille du roi **Mwambutsa IV** en 2012 sur la demande de sa demi-sœur, la princesse **Rosa Paula Iribagiza**, fille du roi et du gouvernement burundais. Madame Uwimana était poursuivie pour « atteinte à la paix des morts ». L'exhumation n'était pas illégale car le cadavre était totalement désintégré.

Le tribunal doit encore statuer définitivement sur le sort de la dépouille du défunt mwami dont la justice helvétique avait en première lecture statué en faveur de la princesse **Esther Kamatari**, nièce du roi, qui s'oppose à son retour.

Philippines

Le 28 janvier : **Ismael Kiram II** (sultan de Sulu depuis 2001) nomme son frère **Datu Phugdal Kiram**, nouvel héritier au trône du sultanat de Sulu, âgé de 68 ans, après la mort du précédent héritier, le prince **Azzimudie Kiram**. En 2013, l'ancien sultanat de Sulu avait tenté de regagner son indépendance des Philippines par une tentative de sécession armée. Une succession par ailleurs contestée par d'autres prétendants.

Arabie saoudite

Le 29 janvier : Le roi **Salman** a démis de ses fonctions plusieurs proches et membres du clan du précédent souverain confirmant les rumeurs de complots au sein du palais.

Grèce

Le 31 janvier : Dans une interview au *Sunday Times*, le roi **Constantin II** a déploré le peu de compréhension que traduit l'Europe à l'égard de son pays et demande à celle-ci de laisser sa chance au mouvement d'extrême gauche **Syriza** élu aux dernières élections. Refusant de prendre part aux querelles politiques, il continue de croire néanmoins que la monarchie peut encore revenir en Grèce.

Maroc

Le 31 janvier : Le royaume chérifien a décidé de reprendre sa coopération judiciaire avec la France suspendue après un an de tensions diplomatiques entre les deux pays survenues après l'arrestation du patron des renseignements marocains par la France. En visite privée, le roi **Mohammed VI** est intervenu discrètement dans ce dossier.

Frédéric de NATAL

Le dur métier de roi

Le 28 août 2013, Siméon II de Bulgarie fit le constat qu'il était roi depuis soixante-dix ans. Ces décennies passées au service de sa patrie font l'objet d'un livre que les princes-prétendants de diverses familles royales auraient avantage à méditer. Ils y trouveront, comme les autres citoyens, des leçons de morale et de politique qui permettent de comprendre ce qu'il en est du dur métier de roi.

Fais ce que tu dois ! L'impératif kantien est rarement respecté dans la classe politique. On agit dans son propre intérêt, selon son désir de puissance, au lieu de servir la *res publica*. Dans certains pays, que je ne nommerai pas, il arrive que des princes héritiers informés des devoirs de leur charge historique renoncent à agir par peur ou paresse. Les flatteries des mondains et les charmes de ce que le défunt comte de Paris appelait la *café society* leur permettent de garder une estime de soi réduite à son minimum et bientôt illusoire. Leurs fidèles se désespèrent et le peuple a tôt fait de les oublier...

Le roi Siméon est à l'opposé de ces démissions. Sa personne, sa vie familiale et son action politique disent qu'il est l'homme de la rectitude - une rectitude éclairée et adoucie par une ardente foi religieuse. Il n'a pas eu besoin de professeurs et de livres pour comprendre, très jeune, que l'histoire est tragique.

Le roi Boris, son père, est mort semble-t-il d'une crise cardiaque le 28 août 1943 quelques jours après une rencontre avec

Hitler au cours de laquelle il avait opposé au Führer un double refus : la déportation de ses compatriotes juifs et l'envoi de troupes bulgares sur le front de l'Est. Devenu roi à l'âge de six ans, Siméon dut subir avec sa famille les bombardements alliés de Sofia et du palais de Vrana puis le coup d'État communiste du 9 septembre 1944, l'assassinat de son oncle Kyril et d'une centaine de personnalités, l'exil après le référendum du 8 septembre 1946. Avec sa mère et ses sœurs, il partit pour l'Égypte et commença ses études à Alexandrie puis la famille s'installa en Espagne et le jeune roi poursuivit sa scolarité au lycée français de Madrid.

Siméon est le petit-fils du roi Victor-Emmanuel d'Italie et de la princesse Hélène du Monténégro, son grand-père Ferdinand I^{er}, roi des Bulgares était lui-même le fils de Clémentine d'Orléans, princesse de France (1817-1907) qui avait épousé un prince de Saxe-Cobourg. Ce patriote bulgare est de toute évidence un fils de la vieille Europe, qui porte sa mémoire et parle plusieurs de ses langues. Il aurait pu se satisfaire de cette belle généalogie, vivre de ses

rentes ou, à défaut faire commerce de son nom et de la vente de titres de fantaisie. Tel ne fut pas le cas.

Tout en évoquant ses études et sa vie d'adulte, Siméon énonce les principes qui l'ont guidé : ne jamais être un parasite social, gagner sa vie par ses propres efforts pour ne pas dépendre des héritages, **être toujours comme le peuple pense que l'on est**. Il y a gagné une réputation de personnage d'autant plus ennuyeux et distant que sa vie a été exempte de scandales et de vaines glorioles !

De fait, le roi des Bulgares s'est marié en 1962 avec une jeune bourgeoise espagnole qui est toujours à ses côtés alors que tant de beaux mariages princiers se sont terminés par des divorces. Il a assuré l'existence matérielle de sa famille, visité maints pays et beaucoup observé. Cela aurait pu suffire à sa dignité d'homme. Mais Siméon n'a jamais oublié un instant qu'il était roi. Chassé par les communistes, condamné à un exil qui semblait irrémédiable, il ne lui restait plus qu'un titre symbolique mais il a voulu assumer dans toute la mesure du possible sa fonction. Comment ?

De la façon la plus simple qui soit : **par le service rendu**. Il aidait tous les Bulgares qui le sollicitaient : bourses d'études, aides pour les soins médicaux, démarches... Lorsque le gouvernement communiste déclencha une violente campagne de bulgarisation des citoyens turcophones, beaucoup de ceux-ci prirent le chemin de l'exil en 1984 et le roi apporta son aide aux réfugiés regroupés dans des camps de transit. Siméon agissait alors sans espoir de retour, par simple amour pour les hommes et les femmes de son peuple.

S'ils n'en sont pas déjà convaincus, les lecteurs de cette autobiographie découvriront que la monarchie n'est pas une institution désuète et que le roi des nations démocratiques n'a pas en charge la seule inauguration des chrysanthèmes. Le roi est celui qui incarne l'idée même de la justice et c'est selon ce souci éminent que le roi Boris **sauva deux fois** la vie de Georgi Dimitrov : **une première fois** en gracieux cet important dirigeant communiste, condamné à mort par un tribunal bulgare ; **la seconde fois** en obtenant de Hitler que l'homme, accusé à tort de l'incendie du Reichstag, soit acquitté et expulsé vers l'Union soviétique. Revenu en Bulgarie dans les fourgons de l'Armée rouge, Dimitrov ordonna les massacres de 1944 et fit plus tard disparaître le corps du défunt roi. Pour avoir sauvé

les juifs bulgares, Boris aurait mérité d'être désigné « Juste parmi les nations » comme cela fut un temps envisagé en Israël. Le souvenir de ce roi intelligent et courageux a été cultivé par maints Bulgares pendant la dictature communiste ce qui explique le mouvement populaire qui s'est porté vers Siméon lorsqu'il a pu revenir dans son pays. Après la domination turque et avant l'emprise communiste, le roi était l'homme des temps relativement heureux.

Ce retour eut lieu le 25 mai 1996. Simeon Borissov Saks-kobourgotzki - tel était le nom inscrit sur son passeport - évoque avec émotion l'arrivée à Sofia, l'accueil enthousiaste d'une foule considérable puis ses retrouvailles avec l'ensemble du pays. Contrairement à ce qu'affirmaient certains intellectuels anticommunistes, le totalitarisme n'avait effacé ni l'histoire, ni les liens politiques et affectifs qui préexistaient. Une fois libérés, les peuples se sont retrouvés tels qu'en eux-mêmes, pour le meilleur et parfois pour le pire. La Bulgarie n'a pas connu les horreurs de la guerre civile comme la Yougoslavie voisine et elle fut une puissance de paix dans les Balkans. Mais le pays n'a pas échappé à la crise économique et à une forte instabilité gouvernementale.

C'est dans cette situation que Siméon a été amené à prendre ses responsabilités. Il fit plusieurs voyages en Bulgarie, reçut de très nombreux visiteurs et observa un vaste mouvement populaire en sa faveur. Il aurait pu s'en satisfaire. « *Ma popularité, écrit-il, serait restée la même si je n'avais rien fait. Mais justement je me suis engagé, je me suis fait élire au suffrage universel. Et si je m'étais contenté de jouer le rôle du « roi » sans pouvoir, dans lequel on voulait me contenir, je reste*

persuadé que mon niveau de notoriété serait toujours aussi haut aujourd'hui qu'à cette époque ».

Cet engagement ne pouvait aller dans le sens d'une restauration de la monarchie : « *cette idée n'aurait pas manqué de réveiller un esprit de division et de déstabiliser l'ordre constitutionnel qui venait à peine d'être adopté.* » Telle était effectivement la sagesse politique dans cette période de grands effondrements : préserver les institutions existantes, malgré leurs faiblesses, c'était renforcer l'État, moyen indispensable de la transition, sans empêcher une évolution politique. Car Siméon « *reste persuadé que, lorsque la coupure avec le passé n'est pas trop grande, une monarchie parlementaire, équilibrée, reste le meilleur système politique pouvant garantir à la fois la démocratie et l'unité du pays.* »

Au début de l'an 2000, l'idée courut que le roi pourrait être candidat à l'élection présidentielle. Mais le gouvernement inventa une parade juridique ad hominem et, de toutes manières, Siméon ne voyait pas comment il pourrait incarner en même temps la fonction royale et la fonction présidentielle sans créer des ambiguïtés et de funestes divisions. Le roi explique dans quelles conditions il fut amené à créer le Mouvement national Siméon II (MNS II) qui remporta les élections législatives du 17 juin 2001 sans cependant obtenir la majorité absolue. L'alliance du Mouvement de Siméon, du Mouvement des droits et libertés soutenu par la minorité turcophone musulmane et du parti des Femmes bulgares permit la



Le roi Siméon II de Bulgarie

constitution d'un gouvernement disposant d'une solide majorité au Parlement.

Devenu Premier ministre, Siméon de Bulgarie s'efforça de résoudre les énormes difficultés intérieures tout en préparant l'adhésion de la Bulgarie à l'Otan et l'intégration de son pays dans l'Union européenne. Il a atteint ces deux objectifs mais les promesses économiques et sociales ne furent pas suffisamment tenues pour que le Mouvement de Siméon puisse remporter les élections de 2005. Siméon démissionna de son poste mais le MNS II et le Mouvement des droits et libertés s'allièrent avec le Parti socialiste arrivé en tête. Cette coalition dura jusqu'en 2009 puis le Mouvement de Siméon fut balayé après huit années de participation au pouvoir.

Une réflexion critique sur la politique suivie est intéressante mais elle concerne surtout les Bulgares. Un plein succès aurait peut-être conduit à un couronnement de la démocratie mais il est inutile de rêver l'histoire qui ne s'est pas faite. La démarche de Siméon de Bulgarie retient l'attention des royalistes (2) parce qu'elle fut politiquement décisive. Il a été montré, concrètement, que la fonction royale peut s'affirmer dans la République puisque celle-ci se définit comme souci primordial de l'intérêt général. L'exercice

de cette fonction par un « roicitozen » comme dit Siméon en souvenir de Louis-Philippe ou par un prince qui a hérité de la tradition dynastique nationale se prépare dans le service rendu au quotidien - l'action de Siméon pendant l'exil - et devient possible lorsque le peuple souverain s'est prononcé. La légitimité dynastique confortée par le dévouement au peuple peut alors devenir pleinement politique par la grâce du choix démocratique. Nous sommes alors dans l'histoire et dans le droit - ce qui ne suffit pas à assurer l'exercice du pouvoir contre tous les périls. Mais il faut savoir risquer, jusqu'au sacrifice suprême. Cela, depuis l'enfance, le roi des Bulgares l'a toujours su.

Bertrand RENOUVIN

(1) Siméon II de Bulgarie – « *Un destin singulier, Autobiographie* », Flammarion, 10/2014, 399 pages, prix public : 22 €.



(2) On trouve sur mon blog les articles que j'ai consacrés au roi Siméon II et à la Bulgarie.

Les pièges de l'émotion

Incertaine à l'époque de François Mitterrand, la politique de la France en Syrie et au Liban est devenue depuis 2005 une antipolitique qui mêle le cynisme commercial, les amitiés douteuses, les coups de cœur, le moralisme et des haines généralisées d'aveuglement. Le livre de Christian Chesnot et Georges Malbrunot (1) est accablant.

Après la fin du mandat français en Syrie et au Liban, la France a tenté de mener son jeu dans une poudrière qui n'en finit pas d'exploser. Elle a durement payé son intervention dans la guerre civile libanaise et sa confrontation avec la Syrie de Hafez el-Assad a été marquée par de sanglants attentats... tandis que se poursuivait une coopération scientifique et technique incluant le domaine très sensible de la chimie.

Lorsque Bachar el-Assad succède à son père en juin 2000, Jacques Chirac bénéficie de la normalisation des relations avec le régime syrien et croit que la Syrie peut s'intégrer dans le jeu proche-oriental grâce à un président jeune et modernisateur. C'est l'époque de la « lune de miel » avec la Syrie qui coïncide avec une « amitié sans bornes » entre le président français et Rafic Hariri, un Libano-Saoudien qui est alors Premier ministre du Liban. Ce riche personnage, qui défend les intérêts de l'Arabie saoudite, est le maître à penser de Jacques Chirac qui ne fait rien sans le consulter. Les Français travaillent à des réformes administratives en Syrie, les relations économiques se développent et l'unité de vues franco-syrienne est complète lors de l'attaque américaine en Irak. Mais le régime syrien obéit à sa logique propre et continue de défendre ses intérêts au Liban. Lorsque Jacques Chirac tente

de libérer Rafic Hariri de la tutelle syrienne et inflige une défaite diplomatique à la Syrie devant l'ONU, Bachar el-Assad se cabre et fait assassiner le Libano-Saoudien le 14 février 2005.

Cet attentat fait basculer Jacques Chirac dans une pulsion haineuse qui se transmettra à ses successeurs. La logique est celle de la vengeance et l'objectif est d'éliminer le président syrien que l'on croit déstabiliser sans que Paris mesure la capacité de résistance et de violence des hommes au pouvoir à Damas. Ce qui n'empêche pas les entreprises françaises de vendre des hélicoptères et de la téléphonie - y compris du matériel militaire d'écoute et de localisation. La coopération est également active dans la lutte contre les djihadistes.

Élu président, Nicolas Sarkozy tente un rapprochement avec la Syrie qu'il veut séparer de l'Iran et associer à son projet d'Union pour la Méditerranée. Bachar el-Assad assiste au défilé du 14 juillet 2008, la même année un lycée Charles de Gaulle est inauguré à Damas, de nombreux contrats sont signés par les entreprises françaises et c'est une nouvelle lune de miel à laquelle participe

le Qatar. La révolte qui éclate en mars 2011 met un terme à l'idylle. Le mouvement du début, spontané, exprime le refus de la corruption et le désir de démocratie. La répression brutale des manifestants pacifiques crée l'irréparable et le régime se retrouve face aux Frères musulmans - naguère féroce-ment réprimés - qui sont activement soutenus par le Qatar. La guerre civile s'enclenche dans laquelle Nicolas Sarkozy et François Hollande, Alain Juppé et Laurent Fabius, tentent de jouer un rôle déterminant.

Hélas, Christian Chesnot et Georges Malbrunot décrivent une constance dans la haine et l'aveuglement.

Comme dans tout délire, il y a une part de vérité : Bachar el-Assad est un dictateur couvert de sang. Mais c'est seulement dans les contes que le Méchant est rapidement terrassé par les serviteurs du Bien. Comme toujours, la morale est à géométrie variable : on veut la chute du dictateur syrien mais on pactise avec les despotismes saoudien et qatari. Et comme on veut abattre la Bête syrienne, on croit dur comme fer qu'elle est moribonde. Dès juillet 2011, Alain Juppé déclare que Bachar est « illégitime » et Laurent Fabius appellera deux ans plus tard à son renversement. Le même

Juppé parie sur les Frères musulmans en Égypte, en Tunisie et en Syrie - sans tenir compte des conseils de prudence des vieux routiers de la diplomatie, des services de renseignement et du roi Abdallah II de Jordanie. On mise sur le petit milieu des exilés syriens à Paris sans vouloir comprendre qu'ils ne représentent rien. On maltraite la Russie et on rejette l'Iran par pur atlantisme.

François Hollande se cale sur la ligne sarkozyste que Laurent Fabius applique en cultivant les haines des néoconservateurs américains : la Syrie, l'Iran et la Russie forment l'axe du mal qu'il faut détruire. Encore une fois, en 2012, on jure à Paris que le régime syrien est au bord de l'effondrement et l'on prépare une guerre à la libyenne pour achever le président Bachar. Les Russes et les Américains arrêteront net cette frénésie guerrière sans que François Hollande et Laurent Fabius veuillent reconnaître l'humiliation qu'ils ont fait subir à la France.

À cause de l'aveuglement de ses dirigeants, la France a perdu la confiance de l'opposition syrienne modérée, les chrétiens d'Orient ne nous accordent plus aucun crédit, les djihadistes ont pris la direction des opérations militaires et la guerre s'est étendue à l'Irak. Le traitement de la question syrienne par l'Élysée et le Quai d'Orsay relève de l'*irreal politik*, selon le mot d'Hubert Védrine.

Que serait dès lors une *real politik* conçue sans le cynisme dont on l'accuse ? Son principe premier serait que la diplomatie soit libérée de l'empire des passions.

B. LA RICHARDAIS

(1) Christian Chesnot & Georges Malbrunot - « *Les chemins de Damas - Le dossier noir de la relation franco-syrienne* », préface du général Philippe Rondot, Robert Laffont, 10/2014, 396 pages, prix public : 21,50 €.

Sur la virulence d'un certain débat contemporain

L'heure est à la virulence dialectique. Ce n'est pas une nouveauté dans notre cher pays. Mais elle nous impressionne parce qu'elle est incontestablement mêlée à de sérieux enjeux politiques et civilisationnels ainsi qu'à une conjoncture générale de crise. Il faut bien reconnaître que le véritable bouleversement intérieur qui se produit actuellement avec la poussée spectaculaire du Front national contribue à l'effolement de nombre de boussoles idéologiques. De là, la référence obsessionnelle aux années trente, avec une recherche un peu compulsive des analogies. L'islamophobie aurait pris la place de l'antisémitisme, et l'affirmation d'une pensée identitaire de la part d'intellectuels de plus en plus en vogue signifierait la propagation d'une véritable « gangrène » propre à contaminer des masses apeurées. Cette gangrène, beaucoup n'hésitent pas à l'identifier au racisme, étant entendu que ce dernier a muté culturellement en différentialisme, c'est-à-dire selon les canons d'une théorie qui défend les identités segmentées des groupes ethniques se protégeant des ravages de la mondialisation, notamment sous ses aspects migratoires.

Puisque les analogies avec les années trente sont de rigueur, on pourrait reprendre les propres mots du jeune communiste Paul Nizan qui s'affolait en 1933 : « *Qu'on ne nous dise pas que ces groupes ne sont rien, qu'on perd son temps à les combattre : petit fasciste peut grandir. Ils manquent de base sociale, ils ne sont pas accordés au retard de l'économie française, mais les événements marchent d'un pas assez vif pour que les troupes les suivent demain.* » La différence avec aujourd'hui, c'est que les troupes sont là et que le fascisme serait donc à nos portes ! Mais à un petit siècle de distance, on perçoit comment les erreurs de jugement peuvent se produire et comment elles peuvent se renouveler, sous l'effet de schèmes semblables. Les petits fascistes dénoncés par Nizan ne se reconnaîtront jamais dans le fascisme et dans le nazisme, dont ils percevront tout de suite la charge totalitaire. C'est Thierry Maulnier, porte-parole de la Jeune Droite, qui dénonçait sur le moment « *un collectivisme autoritaire, religieux, total et dévorant* », sans compromis possible avec les traditions de la civilisation française. Pourquoi ce rappel de textes, ici collectés par Jean-Louis Loubet del Bayle dans sa thèse sur « Les non conformistes des années trente » ? Parce que les dits non conformistes sont souvent dénoncés par nos actuels vigilants en tant que précurseurs de la dérive néo-conservatrice qu'ils pourchassent. Un peu de probité intellectuelle ne serait pas superflue, ne serait-ce que pour y voir plus clair dans nos querelles. Pour autant, je ne nie pas que l'étude historique ne puisse nous prémunir de vrais dangers et qu'il n'y ait rien à retenir de la période de l'entre-deux-guerres, notamment à propos d'un antisémitisme obsessionnel dont les conséquences seront dramatiques.

L'intérêt des comparaisons, c'est qu'elles nous font percevoir les évolutions qui se sont produites et la nouveauté des situations. Le vingt-et-unième siècle ne s'identifie pas au siècle précédent, et l'expérience du totalitarisme a marqué l'Europe d'une façon ineffaçable, en mettant en évidence l'acquis précieux d'un État de droit et d'un ordre constitutionnel. Qu'on le veuille ou pas, le Front national de Marine le Pen s'inscrit dans les coordonnées de la V^e République et s'est éloigné, pour un bonne part

des fantasmes du fondateur, liés à une toute autre période. Certains déplacements conceptuels ne sont nullement innocents. Cela ne veut pas dire non plus que certaines options ne posent pas des problèmes gravissimes. On n'agit jamais impunément la thématique de l'étranger et du danger d'invasion. Je redoute pour ma part le mauvais exemple des rassemblements d'outre-Rhin, à l'initiative d'agitateurs, qui approfondissent le fossé entre populations au risque de débordements et surtout d'une logique d'exclusion ethnicisante. Un débat sur ce type de sujets est non seulement utile mais indispensable.



La difficulté pour débattre tient souvent à des comportements que je définirais comme réciproquement autistes, c'est-à-dire indifférents à la vérité contenue dans la parole de l'adversaire. Je prends un exemple : celui des identités culturelles. Autant, il me paraît périlleux de définir la France comme le lieu d'une guerre des civilisations ou des cultures, autant il me semble irresponsable de ne pas tenir compte de données de terrain qui sont incontestables. Lorsqu'un professeur de grande qualité, par ailleurs vénéré par ses élèves presque tous musulmans, me décrit une vie de quartier de banlieue lyonnaise, complètement repliée sur elle-même, je ne puis éluder le problème violemment souligné par Manuel Valls lorsqu'il a parlé d'apartheid. Mais en même temps, je suis frappé par la multiplicité des expériences et des situations qui ne sont pas toujours figées. J'en veux pour preuve tel entretien paru dans *Libération* avec un éducateur de rue, expliquant son travail et ses réussites, mais aussi la tentation de lâcher prise dans la longue durée, vu les efforts budgétaires qui s'imposent. Et puis l'analyse, en s'affinant, conduit à se demander si la notion d'insécurité culturelle telle que l'a définie Laurent Bouvet, ne conviendrait pas mieux pour décrire ce qui se passe dans les cerveaux et les sensibilités. Plutôt que de guerre, c'est de fragilité qu'il faudrait parler, sans compter, que selon l'expression de François-Xavier Bellamy c'est à un véritable conflit des incultures que nous assistons, faute de transmission et à cause de la dissolution des héritages fondamentaux. On ne peut ignorer la dimension intellectuelle du malaise actuel, en reportant tout sur la crise économique. Bien sûr, celle-ci nous écrase, elle explique le marasme général d'une société en panne de ressources pour changer les conditions matérielles. Mais on ne peut exclure, à la manière de certains néo-marxistes, le caractère déterminant des questions dites de civilisation.

Certes, le livre célèbre de Samuel Huntington a inspiré les pires prédictions et les plus folles stratégies, celles dont il faut absolument se libérer, aussi bien à l'échelle du monde qu'à l'échelle de notre propre pays. Mais la meilleure façon de désamorcer le conflit n'est pas d'en ignorer les causes possibles, voire irrécusables, elle consiste à les conjurer, notamment en préférant les solutions par le haut. S'il y a un danger fondamentaliste, il ne sera surmonté que par le recours à l'intelligence du fait religieux, et cela ne passe pas nécessairement par la réduction rationaliste qui abolit faussement le phénomène tout en exacerbant les fureurs. Je suis sans doute un peu naïf, mais j'ai la conviction, solidement enracinée, que la France pourrait être un lieu de discussion approfondie à partir des enjeux qui sont les nôtres. Pour l'engager, nul ne devrait être contraint d'abandonner ses convictions et ses repères, mais il s'agirait d'écouter l'autre, de le contrer sans complaisance dans le cadre d'une dialectique d'exhaussement et non de destruction.

Gérard LECLERC

Quand la parole « fait la France »...

Jean Lebrun et Isaure Pisani-Ferry auraient-ils inventé une nouvelle façon d'écrire et divulguer l'histoire ? C'est l'impression que donne la lecture de leur ouvrage *Les grands débats qui ont fait la France*.⁽¹⁾

Quelques quarante-huit discours - non sans échanges contradictoires - lancés à la tribune des assemblées parlementaires françaises depuis le serment du Jeu de paume le 20 juin 1789, forment dans ce volume une « théorie » formidable, oui, une impressionnante procession des traits saillants de la vie nationale. Certes les projets les plus légendaires que nous croyons connaître y ont leur part, mais qui aurait imaginé la forme sous laquelle le verbe des acteurs de l'époque les a réellement opposés ou combattus au point de leur donner corps ou bien - peine perdue - qu'il n'en soit demeuré que la trace comme d'un rêve, d'un fantôme, d'une utopie ?

À commencer par l'adoption du drapeau tricolore le 21 octobre 1790 qui révèle la violence du divorce, non pas « entre progressistes et conservateurs », mais entre les deux visages de la révolution en cours. Contre de Virieu qui veut conserver à la flotte française le drapeau blanc car « *ce pavillon a rendu libre l'Amérique* », Mirabeau exige le bannissement de cette « *couleur de la contre-révolution* » et un ralliement inconditionnel « *contre nos antiques erreurs et les malheurs de notre honteux esclavage* ». Et lui-même le proclame : « *la langue des signes (est) la plus puissante pour les hommes* » ; c'est par eux que s'opèrent les grands changements.

Parmi les projets mort-nés qui révèlent le mieux l'essence du robespierrisme, on entend l'in-

corruptible défendre le projet Lepeletier « *d'élever (dans des maisons nationales) aux dépens de la République tous les enfants de 5 à 12 ans pour les garçons, de 5 à 11 ans pour les filles...* » et l'abbé Grégoire le contester au nom du budget tandis que Danton qui préside en fait accepter l'obligation... facultative !

Que dire du discours du patriote Dufay, venu en délégation du « *nouveau peuple de Saint-Domingue* » faire voter l'abolition de l'esclavage et rassurer les commerçants sur l'avenir de leurs possessions : « *... il n'y a rien de si cher que la culture par esclaves. Vous verrez que la colonie de Saint-Domingue sera plus florissante cultivée par des mains libres... que votre trésor n'éprouvera pas longtemps de déficit... ?* »

Les auteurs ont adroitement choisi sous les régimes de la monarchie restaurée des moments-clés illustrant la montée du libéralisme politique et du productivisme économique exigeant jusqu'au travail des jeunes enfants contre quoi l'on peut lire le puissant réquisitoire de Montalembert.

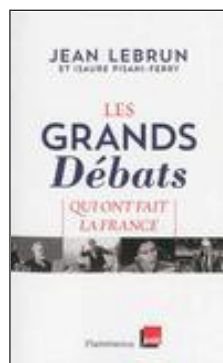
À la naissance de l'éphémère II^e République, il faut voir le rôle à la fois entraînant et modérateur joué par Lamartine, la première élection au suffrage universel, et le pluralisme de cette assemblée, écoutant Proudhon le 31 juillet 1848 défendre son projet d'impôt anticapitaliste.

Passons la loi Falloux de l'instruction publique, puis la longue éclipse du parlementarisme sous le Second Empire pour aborder les grands débats de la République en voie de consolidation : liberté de la presse, instruction publique de Jules Ferry, puis affaire Dreyfus, séparation de l'Église et de l'État, droit de grève, enfin Grande Guerre...

Laissons donc les lecteurs, redevenus élèves de la parole nationale, poursuivre ce pèlerinage édifiant jusqu'à nos jours et le « mariage pour tous »... Entre chaque étape, des notes intermédiaires - en vérité, d'excellentes synthèses - mettent en situation l'épisode et rebrodent la continuité d'une chaîne dont les discours permettent de découvrir la texture. Celle d'une tunique vivante, sans cesse déchirée et recousue par l'intense obligation qui habite l'assemblée d'accorder ses passions au destin pressenti du peuple français.

Luc de GOUSTINE

(1) Jean Lebrun & Isaure Pisani-Ferry - « *Les grands débats qui ont fait la France* », Flammarion, 10/2014, prix public : 20 €.



1515

Une date. Aisée à retenir. Un lieu. Il sonne tellement français qu'aujourd'hui peu savent où il se situe exactement, en Italie. Marignan, c'est une bataille, tout le monde le sait. Une victoire. L'entrée fracassante de François I^{er} dans l'histoire après neuf mois de règne. Des images. Le bas-relief du tombeau du Roi à Saint-Denis, cette charge de la cavalerie française contre les piquiers suisses ; puis l'adoubement du Roi par le chevalier Bayard au soir de la victoire. Cela, c'est le mythe, construit dès la fin de la bataille par les gens du roi. Ensuite par la monarchie puis par la III^e République en mal de symboles.

Pourtant, Marignan ce n'est pas cela. En 2004, Didier Le Fur, grand spécialiste des XV^e et XVI^e, faisait paraître chez Perrin : « *Marignan, 1515* ». (1) Riche ouvrage, assez casseur de mythe et qui avait le mérite de remettre l'événement en perspectives. Dans la perspective de l'accession du jeune, 21 ans, François d'Angoulême au trône de France. Ensuite sur la politique expansionniste française dans le nord de l'Italie depuis Charles VIII. Encore sur la réalité de cette bataille, sa sauvagerie, son caractère meurtrier, sa longueur hors normes (17 heures) et son indécision. La réédition de l'ouvrage, revu et augmenté, mérite une (re) lecture. C'est bien passionnant de voir la réalité de l'histoire en face.

Pascal BEAUCHER

(1) Didier Le Fur - « *Marignan, 1515* », Perrin, tempus, 01/2015, 375 pages, prix franco : 10 €.

Actualités de la Nouvelle Action Royaliste



Aux abonnés et lecteurs de *Royaliste*

Nous avons tout lieu de nous réjouir de la hausse continue du nombre de nos abonnés. Les abonnements comptent pour un gros tiers dans les revenus de la NAR. C'est beaucoup et c'est bien. Notre indépendance est à ce prix, augmenter encore et toujours le nombre de nos lecteurs et partant, celui de nos abonnés est l'un de nos trois principaux objectifs.

Il faut admettre que notre présence sur internet nous aide efficacement. Parmi les nouveaux abonnés, un nombre important nous a découvert par notre site où notre présence sur les réseaux sociaux. Il y a lieu de s'en réjouir et de poursuivre notre campagne pour faire connaître la NAR, ses idées, ses projets, ses activités et la réalité de son fonctionnement.

Pourtant, il y a mieux encore. Il est particulièrement agréable de constater que certains de nos abonnés, même de très récents, mènent une intense action qui permet de faire découvrir ce qui, à l'abord, pourrait passer pour un bien *curieux* journal. Cette politique, dite du *bouton de veste*, montre son efficacité.

Aussi lançons-nous un double appel. D'abord auprès de ceux qui, parmi vous, ne sont pas encore abonnés à *Royaliste* ou ont omis, on ne saurait être partout, de se réabonner. Qu'ils sachent que nous les attendons impatiemment. Ensuite pour que, comme d'autres le font si bien, vous vous fassiez les passeurs de la découverte de notre journal.

Quoi qu'il en soit : **un grand merci à tous.**

Erratum

Dans notre précédent numéro, le 1071, nous avons attribué par erreur à Luc de Goustine l'article de la page 10 intitulé : « *Jeanne d'Arc au Puy-du-Fou* ».

Cet article était d'Hugues Moreau.

Mille excuses à notre rédacteur.

Congrès de la NAR

Le **Congrès annuel** de la *Nouvelle Action royaliste* se tiendra les **11 et 12 avril 2015**.

Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions.

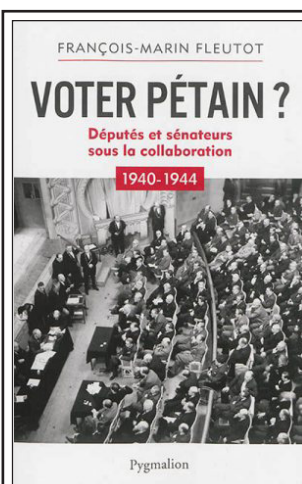
Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou télécharger sur notre site Internet).

Les thèmes retenus pour cette année sont,

d'une part « L'Enseignement de l'histoire » et, d'autre part, « La Planification ».

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.



François-Marine Fleutot, auteur, entre autres ouvrages, du livre *Des royalistes dans la Résistance*, vient de publier une étude sur le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Dans son livre « **Voter Pétain ?** », l'auteur rétablit toute la complexité de ce moment historique.

Les itinéraires des parlementaires de 1940 pendant la guerre et après réservent maintes surprises...

François-Marine Fleutot - « **Voter Pétain ?** », Pygmalion, 01/2015, 323 pages, prix franco : 23,50 €.

Acheté sur place (NAR, 38 rue Sibuet, 75012 Paris) prix : 20 €.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) () six mois (30 €) () un an (50 €) () soutien (120 €)

() abonnement annuel de soutien en PDF (50 €) () abonnement annuel en PDF (40 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte no 13 - 75012 Paris

L'épreuve de force



Entre Athènes et Berlin appuyé par Francfort, l'épreuve de force est politique. Mais il ne s'agit pas d'un conflit entre deux légitimités comme divers eurocrates voudraient le faire croire. Ce ne sont pas des institutions démocratiques européennes, fortes de leur représentativité semi-continente, qui tentent de faire valoir leur bon droit face aux institutions démocratiques d'un petit pays.

La Grèce n'est pas une très grande puissance mais nous sommes en train de découvrir qu'elle a plus de force que ne le laissent penser son Produit intérieur brut et l'étendue de son territoire. Dans l'Union européenne, elle peut bloquer toutes les décisions qui sont prises à l'unanimité comme elle vient de le rappeler à propos des nouvelles sanctions qui pourraient être prises à l'égard de la Fédération de Russie. Surtout, la Grèce dispose d'un gouvernement légitime qui repose sur une majorité parlementaire issue d'une libre décision du peuple souverain. En face, il y a des pouvoirs et des puissances qui ne peuvent pas invoquer la légitimité démocratique, pour des raisons cent fois exposées mais dont l'Eurogroupe et la Banque centrale européenne ne veulent pas tenir compte. Le Parlement européen ressemble à une assemblée démocratique, la Commission ressemble à un gouvernement, le Conseil des ministres et le Conseil européen réunissant les chefs d'État et de

gouvernement ressemblent à des pouvoirs exécutifs mais il n'en est rien :

Le Parlement européen n'est pas un pouvoir législatif puisqu'il n'a pas l'initiative des lois. Il ne représente pas le peuple européen puisque ce peuple n'existe pas : le traité de Lisbonne évoque les « citoyens de l'Union européenne » mais cette citoyenneté n'est acquise que dans le cadre des États nationaux qui délivrent des passeports européens à des citoyens français, allemands, grecs...

C'est la **Commission européenne** qui exerce un pouvoir d'ordre législatif en rédigeant les directives européennes alors qu'elle est composée de fonctionnaires détenteurs d'un pouvoir exécutif : ils sont chargés de faire appliquer des textes qui ne sont pas des lois car ils ne sont pas les représentants du peuple souverain.

Le Conseil des ministres (réunis par domaines de compétence) n'est pas un gouvernement puisqu'il coproduit des textes avec le Parlement et la Commission et approuve le budget annuel que le Parlement peut seulement désapprouver.

La Cour européenne de justice décide arbitrairement de ce qui entre dans son domaine de compétence : elle crée le droit européen sans que les représentations démocratiques nationales puissent elles-mêmes légiférer en ce domaine. Au contraire, la Cour a érigé le principe de la primauté absolue du droit communautaire

sur le droit national, que les Parlements nationaux doivent intégrer. C'est pire que le gouvernement des juges puisque cette Cour de Justice n'agit pas dans le cadre institutionnel organisé par une Constitution : nous sommes devant un organe autocratique qui constitutionnalise et interprète son droit selon son bon plaisir.

Au sens strict, l'Union européenne n'a pas d'institutions - elles supposeraient un ordre constitutionnel - mais seulement des organes qui ne respectent pas le principe de séparation des pouvoirs, pourtant essentiel dans les États de droit. Cette Union n'est pas non plus un État mais une « union juridique fondée sur le droit international » selon la définition irrécusable donnée par la Cour de Karlsruhe. Ce qui n'empêche pas la création d'une sorte de « constitution économique » - établissant par exemple le principe de l'équilibre budgétaire - selon des normes idéologiques alors que la prétendue « constitution européenne » avait été rejetée par la France et les Pays-Bas.

Ce sont enfin des organes non-démocratiques - la Banque centrale européenne, l'Eurogroupe - qui tentent de soumettre un gouvernement démocratique. Ces organes peuvent invoquer la légalité des traités mais ils ne peuvent rien imposer qui soit légitime car ils ne sont pas l'expression d'un pouvoir souverain. La Grèce est au contraire un État souverain dans lequel tout gouvernement doit répondre aux critères légitimant de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale : c'est cette force que le gouvernement allemand, la Banque centrale européenne et le président de l'Eurogroupe tentent d'anéantir par les dispositifs techniques d'un pur et simple chantage financier.

Nous espérons la résistance victorieuse du gouvernement et du peuple grecs, pour l'Europe tout entière.

Bertrand RENOUVIN